

Membres présents :

- FEDEAU – GAËTANE CHARLIER
- PROVEG – LOÏCK LABAT
- SIPES – MORGANE EGGEN
- FDSS – BRIGITTE GRISAR
- RDC – SEBASTIEN KENNES
- DDH – JEREMY PAILLET
- AIA – JULIETTE PAGNON
- GASAP – TIMOTHÉE COLLIN
- CULTURES & SANTÉ – DENIS MANNAERTS
- ASSOCIATION BELGE DES CONSOMMATEURS (BV OECO - AB REOC) – JAN VELGHE
- RABAD – BOYANA MENU
- IEB – CATALINE SENECHAL
- COLLÈGE INTERMUTUALISTE – LAURA D’ASCOLI
- FEVIA – ANNE REUL

Coordination :

- BE - JOELLE VAN BAMBEKE

Observateurs :

- BEE - MARIE DETIENNE
- BE - SANDRINE VOKAER

Animation & secrétariat :

- MÖBIUS – COLINE QUESTIAUX & MARGOT DENIS

Invités et absents :

- BIOWALLONIE (*EXCUSÉ*)
- COMEOS (*EXCUSÉ*)
- FED HORECA
- SAW-B
- UCM
- FBPS

Ordre du jour :

1. Introduction
2. Point sur la situation et discussion
3. Évaluation à mi-parcours : discussion sur le contexte
4. Tour de table des actualités pertinentes des membres et divers
5. Q&A

1. Point sur la situation et discussion

Contexte budgétaire de la stratégie et place de l'évaluation

Notes :

BE introduit la discussion par un point sur la situation : il s'agit du 2^{ème} trimestre de fonctionnement en douzièmes provisoires, les budgets sont fortement réduits, les subsides octroyés ont du retard et les marchés publics passent difficilement. Il s'agit d'un véritable défi d'avancer dans ce contexte. L'évaluation à mi-parcours de la stratégie donne l'opportunité de répondre à ce contexte actuel et de travailler à l'adaptation de la seconde moitié de la SGF2.

L'introduction par BE suscite les questions et réactions suivantes des membres :

- FédéAU se demande quelle est la **place des budgets de la SGF2** au sein de l'administration étant donné qu'il s'agit d'une stratégie volontaire. BE précise qu'une spécificité de la SGF2 est le budget indicatif estimé en début de stratégie qui permet de défendre, jusqu'à un certain degré, le budget.
- Le Collègue Intermutualiste s'interroge sur le risque que la SGF2 disparaisse complètement selon le nouveau gouvernement qui sera en place. BE répond que le risque majeur est une **réduction drastique des budgets**.
- La FDSS questionne la **pertinence de l'évaluation** dans ce contexte. BE explique que la majorité des demandes parlementaires et de l'Inspecteur des Finances (IF) concernent des questions liées à l'évaluation telles que l'impact et la pertinence de chaque projet mené dans le cadre de la SGF2, et le tout accompagné de chiffres concrets.
- ProVeg se demande s'il y aurait un intérêt d'**avancer le calendrier de l'évaluation** à mi-parcours. BE rappelle que les moyens sont réduits également du côté de l'équipe qui mène l'évaluation et insiste sur l'importance des contributions du Conseil Participatif pour avancer le plus rapidement possible. BE a déjà fait un gros travail de récolte d'informations et invite les membres à aller consulter [l'export](#) iipulse publié en mai sur le reporting de la SGF2.
 - FédéAU explique que le document constitue une bonne base qui donne de la clarté. Certains chiffres (tels que le degré d'avancement) peuvent, par contre, être sujet à l'interprétation.
 - IEB ajoute que le document est difficilement lisible.
- IEB aborde l'avenir des associations, bureaux d'étude, etc. qui dépendent des subventions de BE (au-delà de GF) et se demande s'il n'y aurait pas un moyen de défendre ce secteur en **démontrant par des chiffres l'emploi généré** grâce à ces subventions et marchés publics. BE ne sait pas si cet exercice de chiffrer les emplois générés a déjà été fait au sein de l'administration et propose de relayer la question.
- FédéAU met en avant que **l'évaluation doit être politique** et aller au-delà du simple rapportage. Il faudrait **raconter une histoire** pour montrer à l'échelle d'une ville ce qui est créé.
 - GASAP appuie ce point et pense qu'il est important que le Conseil Participatif se positionne à ce sujet. La communication sera très différente en fonction de l'objectif de communication sur l'évaluation. GASAP propose par exemple de démontrer via cette évaluation qu'il y a plein de choses qui fonctionnent, et que s'il y a un soutien (politique), les acteurs veulent et sont prêts à aller encore plus loin dans le développement et la pérennisation de tous ces projets.
 - DDH se joint aux réflexions de FédéAU et GASAP. L'évaluation doit prendre en compte ce contexte et essayer de raconter un maximum de ce qui est vécu du terrain. DDH ajoute qu'il faut trouver un équilibre entre montrer tout ce qui fonctionne bien et sa pérennisation et ce qui est à réorienter/innover car de nouvelles choses peuvent aussi être faites.

→ Ce récit fait donc l'objet d'une discussion spécifique (cf. rapportage du point ci-dessous)

Action à prendre :

- ✓ Les membres sont invités à consulter l'extraction des données de iipulse.
- ✓ BE relaye la question concernant la possibilité de chiffrer le nombre d'emplois générés par les subventions de BE.

Retour sur l'évènement annuel

Notes :

BE demande l'avis des membres concernant la **présentation des chiffres sur l'avancement de la stratégie lors de l'évènement annuel** :

- RDC a trouvé la tonalité de la présentation en décalage avec ce que les acteurs de terrain perçoivent de la stratégie. Les chiffres étaient peu mis en perspective et ont été perçus parfois comme anecdotiques par rapport aux enjeux poursuivis par la stratégie.
- DDH explique que l'idée de faire croître les chiffres était bonne mais qu'à la fin de la présentation, il n'avait pas une vue claire sur l'avancement de la SGF2. Les chiffres n'ont pas été mis en rapport avec les objectifs chiffrés de la stratégie et étaient parfois peu représentatifs (par exemple le nombre de m² de terres).
- OECO ajoute que beaucoup de choses se passent sur le terrain (en lien avec les objectifs poursuivis par la SGF2) ne sont pas mises en avant ou pas connues (comme l'existence de plusieurs exemples de culture hors sol sur les toitures). OECO rejoint DDH sur le manque de mise en perspective avec les objectifs de la stratégie : la présentation manquait d'informations sur ce qui n'a pas pu être réalisé.

Récit de l'évaluation à mi-parcours

Notes :

BE souhaite entendre les membres sur le **récit** qu'ils proposeraient pour le **rapport d'évaluation à mi-parcours** :

- Pour démarrer la discussion, le secrétariat présentent rapidement un exercice réalisé l'année passée pour identifier **5 indicateurs clés afin de suivre à niveau macro l'impact de la SGF2**. Les indicateurs concernent le nombre emplois liés à l'alimentation, la quantité de fruits et légumes belges redistribués aux Bruxellois grâce à des projets GF, l'accessibilité des projets GF proches des lieux de vie de tous les bruxellois, le bilan carbone de l'assiette d'un bruxellois et les projets qui tiennent compte de l'adaptation climatique.
 - BE précise que le calcul de ces indicateurs n'a pas encore démarré.
 - FédéAU réagit sur l'indicateur du « nombre d'emplois » et trouverait plus pertinent de mettre en avant l'indicateur « **nombre d'aides à l'emploi** », peut-être plus représentatif de l'impact indirect via la SGF2.
 - FédéAU se demande comment le bilan carbone de l'assiette est calculé et trouverait pertinent de comparer ce qui a été soutenu et pas soutenu par la GF car le plus important dans le récit est de montrer l'impact de la stratégie. BE explique que les données pour le calcul de l'assiette des bruxellois sont récoltées via un sondage grand public puis que ces données sont intégrées dans un calculateur des émissions indirectes. Il existe déjà une baseline pour 2022 et l'idée est comparer cette baseline avec le calcul qui sera réalisé cette année.
- FDSS propose de rédiger le récit en se mettant à la position de quelqu'un qui est **contre la stratégie**. Les chiffres (tels que le nombre d'emplois générés) sont à double tranchant. FDSS suggère à cet égard de mettre en perspective ce qui a été fait **avec le financement** de la SGF2.
- GASAP trouve intéressant d'avoir des chiffres globaux mais cela risque de ne pas parler aux gens qui ne connaissent pas ou sont contre la GF. Il faudrait trouver un juste milieu pour éviter d'aller au cas par cas mais tout de même mettre en évidence qu'un **tissu autour de la GF est créé avec des grandes thématiques clés** (par exemple filières, associatif, horeca, ...). Il sera plus facile d'obtenir des chiffres et de les comparer à un niveau plus micro.
 - ProVeg fait le lien avec le **visuel** de la SGF2 qui peut servir de base. ProVeg ajoute qu'il est important d'illustrer les chiffres qui seront communiqués afin de mettre un visage derrière ces chiffres. GASAP peut fournir des **témoignages** et invitent les membres à faire de même.
- DDH trouve qu'il manque l'impact social-santé dans cette liste. BE ajoute qu'il est difficile de faire ressortir des chiffres sur l'**impact de GF sur le volet santé**. Cultures & Santé confirme qu'il est compliqué d'avoir des données quantitatives sur l'impact de la GF sur la santé des bruxellois sans

données biomédicales. Cependant l'**angle qualitatif** peut être une option afin de montrer le changement sur le comportement des citoyens, l'évolution du bien-être, etc.

- SIPES évoque la possibilité de passer par des **proxys via le volet environnemental** (par exemple : « si moins de X dans l'atmosphère, autant de vie seront épargnées in fine ») mais cela restera théorique. En ce qui concerne les données disponibles au niveau de la santé, une idée serait d'aller voir au niveau de la **consommation des soins de santé**. SIPES précise que ces propositions constituent des effets indirects de l'impact de la stratégie.
- FédéAU réagit sur le fait qu'en cherchant uniquement les effets directs, on continue à invisibiliser tout ce qui est fait de bien.
- GASAP réagit dans le même sens. GF ne se limite pas à ce qui est financé par la stratégie (par exemple un emploi qui est financé par GF n'est pas juste un ETP. La perte d'un emploi peut déstructurer une structure entière). Il y a un intérêt de montrer l'impact de la stratégie même indirectement.
- IEB ajoute que **la SGF2 est une politique et apporte une vision**. La question à poser est « Que ferait la région sans la (vision) de la stratégie Good Food (peu importe si elle est financée) ? ». Pour le récit de l'évaluation à mi-parcours, IEB rejoint GASAP sur l'idée des **témoignages courts de terrain** sur ce que signifie manger GF pour eux et ce que cette démarche leur apporte à différents niveaux et dans différents secteurs.
 - RDC soutient cette réflexion et précise qu'il faut montrer ce qui n'existerait pas sans GF au-delà des chiffres. Les membres pourraient donner plein d'exemples de rencontres inspirantes et de collaborations entre acteurs qui n'auraient jamais eu lieu sans la mouvance GF.
- FédéAU précise qu'ils sont prêts à aider pour travailler au storytelling de l'AU.

Action à prendre :

- ✓ Intégrer le travail de storytelling à l'agenda du prochain Conseil Participatif et/ou réfléchir à la possibilité de lancer un GT à ce sujet.
- ✓ BE revient vers les membres pour récolter les témoignages à inclure dans le rapportage de l'évaluation à mi-parcours.

En résumé : Les membres ont échangé sur le contexte budgétaire de la SGF2 et la place de l'évaluation dans ce contexte, ont donné leur avis sur la présentation de l'avancement de la stratégie lors de l'évènement annuel et ont fait des propositions pour un récit lors du rapportage de l'évaluation à mi-parcours.

2. Évaluation à mi-parcours : discussion sur le contexte

Le secrétariat propose aux membres un moment de réflexion sur le contexte. Le secrétariat rappelle que cette réflexion a pour objectif d'alimenter l'**analyse du contexte et de son évolution** qui est réalisée dans le cadre de l'évaluation à mi-parcours de la stratégie. Pour réaliser cette analyse, une **recherche documentaire** a été d'abord réalisée par le secrétariat, BE et BEE. Les **membres** ont également été sollicités pour contribuer à cette analyse et AIA, RDC, FedeAU, ProVeg et RABAD ont répondu. Pour finir, 2 tables de discussion lors de l'**évènement annuel** ont été dédiées à l'analyse du contexte afin de compléter la recherche documentaire et les contributions des membres.

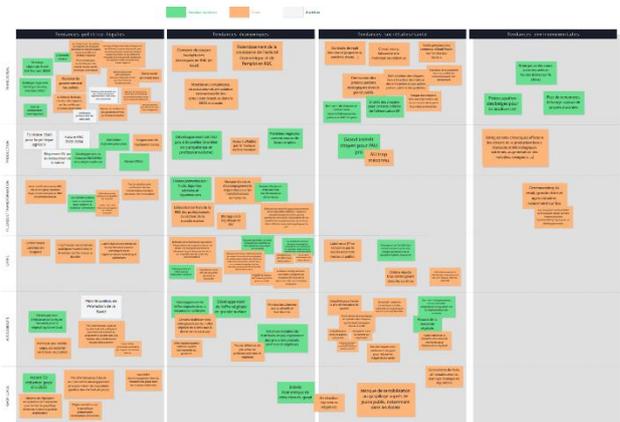
Présentation de l'analyse

Notes :

Le secrétariat présente l'analyse du contexte qui est structurée en 4 volets : les **tendances politico-légales, économiques, sociétal-santé et environnementales**. Chaque volet est divisé selon les **5 axes** de la stratégie et une ligne supplémentaire pour les évolutions qui sont **transversales**.

Les membres ont la possibilité de compléter l'analyse si certains constats fondamentaux n'ont pas encore été repris. Ces constats sont ajoutés à la matrice par le secrétariat (en orange pour les freins et en vert pour les facteurs facilitants) :

- Concurrence de l'aide alimentaire avec les start-ups (manque de régulation)
- Manque de valorisation des habitudes de consommation populaires (alignées avec la GF)
- Manque de cohérence entre offre et demande
- De + en + d'organisations social-santé/acteurs relais s'intéresse aux enjeux GF
- Intérêt pour les potagers citoyens qui se maintient ou croit
- Intérêt des citoyens pour la certification citoyenne



Priorisation

Notes :

Le secrétariat demande aux membres de **prioriser les tendances les plus importantes** pour la SGF2 et qui concernent tous les membres du CPGF2 de manière transversales. Les constats prioritaires (= plus de 3 membres ont voté sur ce constat) sont les suivants :

- Faible présence des contenus « Good Food » sur les réseaux sociaux ;
- Peu de moyens sont réellement dégagés pour réduire les inégalités de santé ;
- Inégalités pour l'accès à une alimentation de qualité ;
- Manque de financements structurels pour le monde associatif/économie social structurellement défavorisé ;
- Manque d'alignement des politiques sur les différents niveaux de pouvoir (...) – les logiques locales se perdent au niveau régional.

Recommandations

Notes :

Le secrétariat propose aux membres de traduire ces tendances prioritaires en impact pour la SGF2. Les recommandations suivantes sont abordées pour pérenniser la SGF2 :

- ProVeg évoque le principe de l'« empowerment » et précise qu'il faut **partir en premier lieu des besoins du citoyens** et puis actionner les leviers correspondants dans la stratégie. IEB rejoint cette idée en mettant en avant l'importance de partir des territoires et des situations spécifiques où les bruxellois

accèdent à une nourriture appétissante et nourrissante (y compris dans le cadre de l'aide alimentaire) que ce soit via GF ou non.

- GASAP constate un manque de connaissance sur ce qui est fait au niveau citoyen. Il faudrait plus **valoriser les citoyens déjà en action** et les impliquer à différents niveaux (ex: comme GASAP l'a fait dans la mise en place d'un système participatif de garantie). Un exemple concret serait d'intégrer les citoyens dans les labels GF.
- Afin de renforcer les dynamiques existantes, RDC recommande de **croiser beaucoup plus les données** disponibles pour obtenir une vue holistique de ce qui a été construit dans quelle perspective de temps, sur quelle partie du territoire et surtout les mettre en perspective avec les moyens financiers.
- FDSS propose de plus valoriser ce qui est fait conjointement dans la stratégie GF et le PSSI. L'aide alimentaire, bien que hors du scope de GF en théorie, est intégrée dans plusieurs actions menées dans le cadre de la stratégie. Il faudrait **plus visibiliser les projets co-financés**. Dans le cadre du rapportage de l'évaluation à mi-parcours, il est important de ne pas juste mentionner « la SGF2 ne s'occupe pas de l'aide alimentaire » mais alors de faire des liens avec les autres plans qui s'en occupent.
- IEB explique que de nombreux projets d'agriculture citoyenne accompagnés par l'IEB ne sont pas spécialement menacés mais à cause d'autres conditions pourraient être affaiblis (ex: ensoleillement menacé par un nouveau projet immobilier). Ceci doit également être intégré dans la préservation de ce qui existe.
- Afin de travailler sur les inégalités pour l'accès à une alimentation de qualité, Cultures & Santé recommande d'avoir une **meilleure vision des déterminants de l'alimentation** (ex: revenu salarial, contexte culturel, accès à l'information ...) et de l'impact sur GF pour adapter la stratégie aux réalités des personnes et en prenant en compte les déterminants de l'alimentation. Pour ce faire, il faudrait fusionner différentes perspectives et bases de données.
 - OECO rejoint Cultures & Santé sur ce point : il existe une très grande diversité des consommateurs bruxellois à différents niveaux (socio-économique, culturel, linguistique, ...). Il faut donc **adapter l'offre aux différents publics**.
- GASAP rappelle de ne pas oublier la **demande publique**. Un exemple concret serait de découper les demandes publiques afin que des petits producteurs engagés puissent y répondre (et de les rendre attractives). Pour le moment ce sont principalement les grandes structures (qui font parfois du greenwashing) qui peuvent répondre à ces offres. Il propose également de s'appuyer sur le rapport de l'Assemblée Citoyenne pour le climat et la note d'intention rédigée par les membres du CPGF2
- FédéAU rappelle que **l'alimentation GF est un vecteur de lien social et de bien-être**. Ce vecteur peut être encore être plus visibilisé.
- En réaction au constat sur le manque de cohérence avec le niveau local, FDSS informe que 9 **diagnostics social-santé** ont été réalisés au niveau local avec une partie consacrée à l'aide alimentaire. Suite à cette étape de diagnostic, des projets pourront être financés via le PSSI. FDSS est en attente d'un retour d'information à ce sujet et reviendra vers BE/BEE.
- FédéAU évoque les **budgets communaux** (AAP communaux) qui étaient un levier intéressant au niveau local mais ces AAP ont été arrêtés en 2024.
- RDC informe les membres d'une réflexion en cours avec SAW-B et Credal pour **développer des projets bruxellois robustes** à visée d'économie sociale. Ce type de projet porté par une diversité de bruxellois manque pour l'instant au sein de GF. .
- DDH recommande de travailler sur le **foncier**. Terre En Vue fait énormément à cet égard. DDH va également essayer à un plus petit niveau et est donc intéressé par des terrains plus petits pour les projets citoyens d'agriculture urbaine.
- GASAP réfléchit à une façon de mieux visibiliser la GF. Le citoyen est matraqué d'informations pour la malbouffe partout et tout le temps. Un levier très important serait le **soutien de la région** (au-delà de BE) qui devrait être plus fier de promouvoir la GF par rapport à la malbouffe. Les politiques utilisent pour le moment certains résultats GF (tels que la renommée mondiale de Bruxelles sur le volet AU) pour leur campagne de communication mais ils devraient aussi les utiliser pour soutenir la stratégie.

Action à prendre :

- ✓ FDSS partage les diagnostics social-santé locaux qui sont disponibles et tient au courant BE/BEE quant aux projets social-santé potentiellement financés par le PSSI au niveau local.
- ✓ BE/BEE intègre les recommandations pertinentes dans l'évaluation à mi-parcours de la SGF2.

En résumé : Les membres ont contribué à l'analyse du contexte pour compléter les constats et surtout proposer des pistes de recommandations pour la seconde moitié de la SGF2.

3. Divers

Les membres sont invités à ajouter des points à l'agenda.

Secrétariat et point de contact

Le point de contact pour le secrétariat du Conseil Participatif est désormais Joëlle Van Bambeke (BE), en ce compris la newsletter du Conseil Participatif. Au vu du contexte et des priorités changeantes, la rédaction d'une prochaine newsletter interne au Conseil Participatif ne sera pas la priorité.

Composition du Conseil Participatif

Conformément au ROI, tous les 2 ans, le Conseil peut demander à **réviser les membres** du Conseil et soumettre de nouvelles propositions de membre du Conseil tout en s'assurant qu'elles correspondent à l'équilibre établi. Par exemple, le Collège Intermutualiste avait proposé Brusano pour le siège vacant du pilier Santé. La FDSS confirme que Brusano serait un acteur pertinent à intégrer dans le Conseil pour une meilleure connexion avec le niveau local.

GASAP trouverait intéressant d'avoir un cadastre des présences de chacun afin d'avoir une vue transparente sur l'implication des membres du Conseil. Cela permettrait d'attirer l'attention sur les absences répétées de certains membres. Les membres proposent de discuter de la révision des membres à la prochaine réunion.

Actions à prendre :

- ✓ La composition du Conseil Participatif sera à l'ordre du jour de la prochaine réunion du CPGF2 en octobre.

Événements à venir

- ❖ Semaine du bio du 10 au 15 juin. Plein d'activités organisées comme par exemple à [Ixelles](#) le 15 juin.
- ❖ Évènement le 17 juin sur la [Sécurité Sociale de l'Alimentation](#).
- ❖ RABAD organise un workshop le 19 juin prochain sur comment répondre efficacement aux marchés publics.
- ❖ GASAP organise une projection du film « Intensif » le 26 juin prochain.
- ❖ DDH fêtera ses 20 ans fin septembre ainsi que l'ouverture de la nouvelle ferme des Dames Blanches à Woluwe-Saint-Pierre.

Action à prendre :

- ✓ Le secrétariat envoie le PV de la réunion.

*En résumé : Les membres font le tour de leurs **actualités** diverses.*